

Le pouvoir tunisien cherche à apaiser les tensions

Des mesures sociales ont été annoncées pour désamorcer la grogne de ces derniers jours

TUNIS - correspondant

Ce fut une kermesse étrange, à la fois festive et crispée, une fête du souvenir où la police anti-émeute déployait ses escouades au pied d'estrades de musiciens, devant une foule drapée dans les couleurs tunisiennes. Dimanche 14 janvier, l'avenue Bourguiba, haut lieu des rassemblements politiques au cœur de Tunis, a célébré dans une atmosphère brouillée le septième anniversaire de la chute du dictateur Zine El-Abidine Ben Ali. En ces temps de fièvre sociale, rien n'avait été laissé au hasard, jusqu'à la fouille des sacs entre deux barrières.

Alors qu'à travers le pays un mécontentement parfois émaillé de violences couve depuis le début de l'année contre la vie chère, le rassemblement de l'avenue Bourguiba – entre 1000 et 2000 per-

sonnes – offrait une gamme assez complète des humeurs tunisiennes. On pouvait y trouver des durs agitant le drapeau de la révolte, comme modérés appelant à calmer le jeu.

A écouter Wahib Ben Chahla, militant associatif membre de Fech Nestanneu (« qu'est-ce qu'on attend ? »), le groupe de militants de gauche qui alimente l'agitation à Tunis depuis une semaine, la pression va continuer de monter. « La jeunesse en a marre de ce système qui la marginalise. Elle ne va pas lâcher prise », prévient-il.

A l'opposé, Tawfik Rashid, secrétaire général de la fédération des travaux publics de l'Union générale du travail tunisien (UGTT), le principal syndicat tu-

nisien, joue la pondération. « Les manifestations contre le chômage et la vie chère sont légitimes, explique-t-il, mais la violence des bandits doit être condamnée. A l'UGTT, on demande que le gouvernement rectifie le tir de sa politique d'austérité mais on ne cherche pas le conflit avec lui. »

Conflit larvé

Cette attitude de l'UGTT, acteur qui a historiquement joué un rôle décisif dans les mouvements sociaux et politiques en Tunisie, est probablement le meilleur atout du gouvernement dans sa contre-offensive visant à reprendre la main. A l'issue d'une semaine de tensions, au fil de laquelle environ 800 personnes ont été interpellées, le pouvoir cherche à désamorcer la fronde en affectant de se montrer à l'écoute de la rue.

Samedi, le ministre des affaires sociales, Mohamed Trabelsi, a annoncé le relèvement de l'allocation spéciale en faveur des familles nécessiteuses, qui passera de 150 dinars (50 euros) à 180 et 210 dinars en fonction du nombre d'enfants. Parallèlement, le gouvernement s'engage à favoriser l'accession au logement de ces familles les plus modestes et à généraliser la couverture médicale.

Dimanche, le chef de l'Etat, Béji Caïd Essebsi, a visité une maison de jeunes à Ettadhamen, un quartier populaire de Tunis, afin de renvoyer une image bienveillante à la population. La veille, en son palais présidentiel de Carthage où il recevait des partis politiques affiliés à la coalition au pouvoir, il avait révélé une autre facette de son tempérament, dénonçant les « exagérations » de la presse

étrangère dans la couverture de l'agitation sociale. « Le monde entier nous a nuï », a-t-il déclaré, jouant sur la corde victimaire.

La contre-offensive du pouvoir laisse toutefois intactes les lourdes contraintes qui pèsent sur sa capacité d'action. A la pression de la rue s'ajoutent en effet de vives tensions internes au bloc exécutif. La principale hypothèque tient dans la relation conflictuelle que le chef du gouvernement, Youssef Chahed, entretient avec Nidaa Tounès, le parti dominant de la coalition au pouvoir, dont certains dirigeants s'emploient ouvertement à le torpiller en raison des ambitions personnelles qui lui sont prêtées.

Dans ce conflit larvé, Béji Caïd Essebsi prétend à la neutralité, mais sa relation familiale avec le chef de Nidaa Tounès – son fils Hafedh Caïd Essebsi – rend l'équidistance assez fictive. La force de M. Chahed tient toutefois dans sa relative popularité, de larges factions de l'opinion publique ayant soutenu sa campagne anticorruption déclenchée au printemps 2017.

« Déstabiliser le gouvernement »

Dans ce jeu de rivalités, Nidaa Tounès a pu compter sur le soutien passif du parti islamiste Ennahda, son principal allié au sein de la coalition au pouvoir. Ennemis irréductibles entre 2011 et 2014, les deux formations se sont spectaculairement réconciliées à partir de 2014 sur la base d'un projet de cogérance du pays. Cette en-

« La jeunesse en a marre

de ce système qui la marginalise. Elle ne va pas lâcher prise »

WAHIB BEN CHAHLA
militant associatif

tente cordiale est toutefois sous pression en raison de l'affaiblissement continu de Nidaa Tounès, plongé dans la crise interne depuis la conquête du parti par le fils du président, et une réconciliation avec les islamistes mal comprise par sa base électorale.

Afin de remobiliser ses troupes dans la perspective des élections municipales prévues en mai, Nidaa Tounès a décidé de prendre ses distances avec Ennahda. Puisque la coalition gouvernementale est maintenue entre les deux formations, il n'est toutefois pas sûr que cette nouvelle option tactique fasse la différence et permette à Nidaa Tounès de reconquérir le terrain perdu.

Pour l'heure, la survie de M. Chahed passe par le maintien de la relation de travail fructueuse qu'il a nouée avec l'UGTT. « Il a pu compter sur notre soutien silencieux, admet un cadre de l'UGTT qui souligne la diminution du nombre de grèves ces derniers mois, indicateur de la bonne volonté du syndicat. Les adversaires de Chahed veulent déstabiliser le gouvernement. Mais nous tenons à l'actuelle stabilité politique ». La direction de l'UGTT, habituée au compromis avec le pouvoir, doit néanmoins compter avec une base souvent récalcitrante. ■

FRÉDÉRIC BOBIN

LES DATES

2011

14 janvier Le président Ben Ali fuit pour l'Arabie saoudite après

vingt-trois ans au pouvoir
23 octobre Le mouvement islamiste Ennahda remporte la majorité relative (89 sur 217 sièges) des sièges aux premières élections libres.

2014

26 janvier Une Constitution libérale est adoptée. Les islamistes se retirent du pouvoir.

Octobre Le parti anti-islamiste Nidaa Tounès remporte les législatives. Deux mois plus tard, son fondateur, Béji Caïd Essebsi, devient président.

2016

Mai Le FMI donne son feu vert à un plan d'aide de 2,3 milliards d'euros sur quatre ans.

Août Youssef Chahed, de Nidaa Tounès, forme un gouvernement d'union nationale.